

Macron et Buzyn organisent la pénurie dans nos hôpitaux : situation catastrophique

written by Christine Tasin | 11 avril 2018

Garantir un accès aux soins équitable

La loi de santé

Mis à jour le 15 mai 2017

Notre système de santé est performant mais inéquitable, c'est pourquoi il est indispensable de le moderniser. La loi de santé s'articule autour de trois axes : le renforcement de la prévention, la réorganisation autour des soins de proximité à partir du médecin généraliste, le développement des droits des patients. La loi, qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, a été promulguée le 26 janvier 2016.

Contenu publié sous la présidence de François Hollande du 15 mai 2012 au 15 Mai 2017



Ils suppriment des lits et des hôpitaux pour faire des économies...

Il faut écouter l'interview de Patrick Pelloux, ça fait froid dans le dos. A côté de cela, les revendications des petits zadistes qui occupent nos facs sont vraiment dérisoires et comiques.

Hôpitaux : Patrick Pelloux ([@PatrickPelloux](#)) alerte le [#gouvernement](#) sur l'état des services d'[#urgence](#) ?

Lire l'article :

□ <https://t.co/dIrDbL1bNn> pic.twitter.com/r5vcbpNNnA

– RT France (@RTenfrançais) [21 mars 2018](#)

L'analyse de Pelloux sur Buzyn est très juste : avec les ministres macroniens, on est, plus que jamais, face à une caste qui font de l'entre-soi, qui discutent entre prétendus experts. Entre professeurs et spécialistes sans vision d'ensemble, ne cherchant qu'à préserver leur propre pré carré. La dernière réforme pour faire des économies à l'hôpital, le développement de l'ambulatoire, va poser de graves problèmes de prise en charge des patients à leur retour de l'hôpital. Voir le reportage de TV libertés à partir de la minute 16 est très claire :

Pour le reste, un article de RT France donne des exemples de ce que sont devenus nos hôpitaux qui font froid dans le dos :

[Le média en ligne Mediacités](#) a obtenu 26 173 fiches d'incident enregistrées par le personnel du CHU Rangueil à Toulouse depuis septembre 2013.

Selon les informations de Mediacités, qui a publié son enquête le 2 avril, la fuite de ces documents a été rendue possible par une erreur des services informatiques de l'hôpital qui les ont temporairement publiés sur l'intranet.

Les dysfonctionnements graves rapportés par le personnel de l'hôpital mettent plus que jamais en lumière l'état de délabrement avancé des hôpitaux français et leur manque de moyens.

Des messages d'alerte qui passent l'envie de se faire opérer

Un message d'une infirmière alerte : «Deux infirmières le matin pour 26 lits = danger !!!! On en a marre car ça fait deux fois dans la semaine». Un autre rapport fait état d'une coupure de courant électrique en pleine intervention chirurgicale.

Un médecin décrit également une scène inquiétante : «Lors de l'intervention chirurgicale, la pièce à main du moteur... a craché un liquide noir dans la bouche du patient... et a brûlé la lèvre et la joue gauche.»

Un cardiologue a aussi rapporté la défaillance technique d'un défibrillateur qui «ne reconnaît plus le signal au moment de choquer le patient».

<https://francais.rt.com/france/49432-chu-leaks-hopital-toulous-ain-dans-tourmente-apres-fuite-documents-confidentiels>

Quoi dire devant cette catastrophe ? Que dire quand les politiques, depuis des années, sabordent délibérément les anciens fleurons de la France que le monde entier nous enviait, l'école et la médecine ?

Que dire quand les politiques, en 7 ans, sont parvenus à économiser 7 milliards d'euros sur le budget des hôpitaux en dix ans, alors qu'il y a de plus en plus de patients, étrangers et vieilles personnes, de plus en plus de pathologies lourdes à cause de notre alimentation et de notre mode de vie ?

Les responsables ? Ils sont multiples.

- L'immigration, naturellement, qui nous coûte 80 milliards par an... il faut bien les trouver quelque part dans un pays endetté jusqu'au cou, n'est-ce-pas. Mais l'immigration c'est, aussi, la saturation de nos hôpitaux et de nos urgences avec des gens qui ont AME ou CMU mais ne cotisent pas, ne payent rien...

-L'islamisation, naturellement, qui nous coûte très cher au propre et au figuré entre les subventions aux associations musulmanes, notamment les associations de mosquées permettant de subventionner de façon détournée la construction et le fonctionnement de mosquées. Sans parler des milliers d'associations qui noyautent les quartiers, font fonctionner écoles coraniques et prétendues aides aux devoirs, cours d'arabe et autres cours de cuisine « comme là-bas ». On ne passera pas sous silence tribunaux et prisons dédiées à 80 pour cent à « gérer » des musulmans. Un puits sans fond, et pendant ce temps Macron discute avec Oubrou et Lasfar, les

Frères musulmanes, pour faire de l'islam « LA » religion officielle avec tous les passe-droits possibles et imaginables passés dans la loi. Et les politiques et « experts » qui font partie de commissions, ça coûte très cher. Parlera-t-on aussi du coût des attentats ? L'indemnisation des victimes et des familles des disparus...

- La globalisation-mondialisation qui ne voit que la rentabilité et a oublié l'homme qui devrait être au coeur du projet : disparition des petits hôpitaux sous prétexte de rentabilité et d'efficacité... Comme si on était plus à l'abri en habitant à 150 km d'un grand centre hospitalier, isolé dans sa campagne.

-Le pouvoir depuis plus de 30 ans aux mains de politiques plus soucieux de gérer l'autre que les siens, plus soucieux du bien être de l'autre que de celui des siens, plus soucieux de donner des gages à Bruxelles et à Soros que de développer la France et de protéger les Français, plus soucieux d'éviter l'arrivée au pouvoir de patriotes que des accidents à l'hôpital et du poids qui pèse sur infirmières et médecins.

-C'est pourquoi tous les ministres de la santé, depuis des lustres, ne sont là que pour aggraver la situation, pour permettre aux labos des profits substantiels (n'oublions pas le scandale du Mediator, celui du vaccin contre la grippe préconisé pour écouler les stocks, et celui de la vaccination obligatoire avec 11 vaccins arrivant comme par hasard le jour où le tribunal obligeait les labos à refaire le fameux DTC00.

-Les différentes lois concernant la santé vont donc, forcément, toutes, dans le mauvais sens, comme les lois Touraine et Bachelot dénoncées par Patrick Pelloux.

La loi Touraine ?

Elle vise essentiellement, de l'aveu même de ses concepteurs, à lutter contre les inégalités...

La loi de santé

Mise à jour le 22 mai 2017

Notre système de santé est performant mais inéquitable, c'est pourquoi il est indispensable de le moderniser. La loi de santé s'articule autour de trois axes : le renforcement de la prévention, la réorganisation autour des soins de proximité et du médecin généraliste, le développement des droits des patients. La loi, qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, a été promulguée le 26 janvier 2016.

Contenu publié sous la présidence de François Hollande du 18 mai 2012 au 18 mai 2017



Voici ici les 9 prétendues mesures que Touraine ose appeler « de santé », on y trouve l'expérimentation des salles de shoot, le paquet de cigarettes « neutre », un code couleur différent pour les aliments selon qu'ils sont susceptibles d'être bons ou mauvais pour la santé (attention aux petits garçons désobéissants qui n'achètent que de l'estampillé rouge), la suppression du délai de réflexion de 8 jours avant un avortement...

<https://www.lci.fr/sante/les-neuf-principales-mesures-de-la-loi-sante-de-marisol-touraine-1523148.html>

Et la loi Bachelot, elle sert à quoi la loi Bachelot ?

Elle date de 2009, elle et elle sert à « réguler la démographie médicale » (sic !) et donc à faire faire des économies à l'Etat. C'est à cette saloperie de Bachelot qui traîne sur tous les plateaux que l'on doit la suppression de multiples petits hôpitaux et la création de méga-structures.... On lui doit aussi l'évolution du statut des grands professeurs

de médecine qui gagnent beaucoup plus d'argent et ont pris une importance « politique » qui ne devrait pas être la leur. La loi sanctionne également les médecins et dentistes qui refusent des patients titulaires de la [couverture maladie universelle](#) (CMU) ou l'[aide médicale d'État](#) (AME, pour les étrangers sans papiers ni ressources)...